la cgt BnF

DLV

Des Livres et Vous
Journal du syndicat CGT de la Bibliothèque nationale de France
n. 50 nouvelle série
Septembre 2026

GRÈVE FONCTION PUBLIQUE MARDI 29/09

Le budget de l'État 2027, sera présenté à l'Assemblée nationale début octobre et s'annonce déjà catastrophique. **Le 29 sept., pour que les députés entendent les revendications des personnels, une large intersyndicale Fonction publique appelle à une grève massive**.

Perte de pouvoir d'achat, ça suffit !

Le pouvoir d'achat des personnels publics s'est effondré en raison du gel du point d'indice servant à calculer nos salaires (perte de 30% de sa valeur en 25 ans par rapport à l'inflation), du jour de carence et de la baisse de 10 % de la rémunération des agent·es en arrêt maladie…

Démantèlement des services publics, ça suffit !

Coupes budgétaires, suppressions de postes, services publics en souffrance, fermeture de classes dans les écoles et de lits dans les hôpitaux, abandon des zones rurales et des quartiers, etc. Le constat est alarmant.

Cadeaux pour les uns, sacrifices pour les autres, ça suffit !

D'années en années les mesures en faveur des plus riches et des entreprises se sont multipliées et ont vidé les caisses de l'Etat et de la Sécu (suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, « flat tax » sur les revenus du capital, 211 milliards/an d'avantages divers en direction des entreprises…), de l'autre on demande à la population de faire des sacrifices au nom du déficit, ne laissons plus faire !

► ANNÉES NOIRES POUR LA BnF ET SES PERSONNELS

Les destructions d'emplois s'envolent

Dans tous les établissements publics, un plafond d'emplois réglementaire définit chaque année le nombre de postes maximum qu'il est théoriquement possible de pourvoir. **Un deuxième système s'est mis en place à bas bruit ces dernières années pour compresser toujours plus les effectifs.** Ce système, appelé **le « schéma d'emplois »** (défini par le ministère) empêche les établissements d'atteindre leur plafond d'emplois réel.



La direction a tellement bien fait son travail en 2025, qu'elle a dépassé les objectifs ministériels, résultat en 2026 ce ne sont pas 37 postes mais bien 50 postes qui auront disparu en 3 ans. En effet, lorsque les gels d'emplois réalisées par un établissement excèdent les objectifs définis par le ministère, ce dernier considère que ces postes ne peuvent plus faire l'objet d'une restitution. **A cela il faut ajouter une baisse du plafond d'emplois de la BnF de moins 304 emplois entre 2009 et 2019.**

Les équipes en tension (SP, NOEMI…)

Plannings de service public de plus en plus difficile à tenir en raison du sous-effectif, mise en place chaotique de NOEMI (voir au verso), charge de travail en augmentation, etc. La situation ne cesse de se dégrader et les conditions de travail s'en ressentent.

Nos missions et budgets attaqués (-3,3 millions d'euros en 2 ans)

La communication des documents aux lecteurs/lectrices le matin est restreinte depuis 2022 faute de personnels, les budgets d'acquisition et conservation ont subi des baisses répétées ces dernières années, la numérisation des documents a été ralentie, les abonnements électroniques dédiés aux lecteurs ont été rognés, aucun crédit supplémentaire pour les travaux bâtimentaires n'est prévu, etc.

Les personnels réagissent et gagnent des avancées

Envahissement du Conseil d'administration de la BnF le 24 juin, grève le 3 juillet à l'appel de la CGT et SUD, **les personnels ne se laissent pas faire et les premières avancées sont là :** les annulations de crédits de juin (43,8 millions d'euros en moins pour le ministère de la Culture) ne toucheront pas la BnF, une autorisation d'absence pendant la période de fermeture au lieu d'un jour de congé imposé, une procédure de prélèvement sur salaire des jours de grève moins contraignante qu'annoncée. **Néanmoins, concernant le budget 2027, les emplois et les rémunérations, le ministère de la Culture n'a encore rien lâché de significatif.**

> Toutes et tous en grève le mardi 29 sept.

Notre administration détruit plus de postes que demandé !				
	2024	2025	2026	**En 3 ans**
Schéma d'emplois demandé par le ministère	-13	-10	-14	**-37 postes**
Schéma appliqué par la BnF	-8	-28	-14	**-50 postes**

► LE RN AU SERVICE DES PUISSANTS PAS DES SALARIÉS

Le **Rassemblement national** progresse électoralement auprès des salarié·es, notamment en raison du sentiment d'abandon que ces derniers éprouvent face aux gouvernements successifs, à leurs politiques antisociales et au recul des services publics. Pour autant, le RN n'a jamais été et ne sera jamais un allié des salarié·es. **Ses votes à l'Assemblée nationale témoignent de son imposture sociale.**

En faisant des minorités les responsables de tous les problèmes de la société, **le RN protège de fait les intérêts des plus puissants** en détournant la colère légitime de la population vers des segments de la société encore plus précarisés et/ou discriminés.

Quelques votes du RN à l'Assemblée nationale	
Contre	l'augmentation automatique des salaires en fonction de l'inflation
Contre	l'encadrement strict des loyers et leur gel
Contre	la taxe Zucman de 2% sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros
Contre	la taxe sur les jets privés et les yachts
Contre	le rétablissement de l'impôt sur la fortune
Contre	la proposition de rendre l'impôt sur le revenu plus progressif

➔ La CGT appelle à faire barrage au RN et à ses idées et à renforcer les organisations syndicales en vous syndiquant.

► MÉCÉNAT, PRIVATISATION D'ESPACES DE LA BnF…

Le mécénat susciterait « *des interrogations, des fantasmes, voire des peurs* » (cf. le Directeur général dans le Trajectoire de juin 2026). Pourtant, comme la CGT BnF l'a démontré à plusieurs reprises**, pour les personnels et les usager·es, notamment à Richelieu, le mécénat et la privatisation des espaces ont des effets réels.** En clair : lorsqu'il pleut dans le dernier clip de Mylène Farmer, les collègues passent la serpillière, quand un invité de marque vient, les portes des salles de lectures restent closes ! **Par ailleurs, les conséquences en termes de budgets sont problématiques :** les entrées d'argent générées par ces évènements justifiant systématiquement des crédits moindres de la part du ministère.

Les petits fours avant le service public

Particulièrement concerné à la BnF, le site Richelieu est coutumier de ces évènements qui, n'en déplaise à l'administration prétendant le contraire, impactent son fonctionnement parfois jusqu'à sa fermeture pure et simple, comme ce mardi 10 février avec la venue du président chypriote : montage d'une exposition dédiée de documents relatifs à Chypre et vernissage exceptionnel en présence du président E. Macron. **La CGT dénonce cette facilité avec laquelle on prive les nombreux publics de leur(s) lieu(x) de travail ou de visite pour le profit et/ou la convenance de quelques-uns**, d'autant plus le jour où la salle Ovale et le Musée sont censés ouvrir jusqu'à 20 h.

Des accidents et incidents

Au-delà du symbole (faire passer le profit et le prestige avant le service public), nous avons également dénoncé à plusieurs reprises les effets secondaires de la co-activité (lorsqu'une entreprise intervient dans des espaces de la BnF) qui a augmenté de façon remarquable dès la réouverture du site Richelieu. Il a pourtant fallu qu'une collègue soit victime d'un accident sérieux en Salle Ovale, qui a fait l'objet d'une enquête, pour que l'administration prenne la mesure de l'impact de ces activités sur le fonctionnement du site.

Si aucun accident du travail n'est à déplorer depuis, le décalage entre les divers usages du site continue de poser question, comme lorsqu'un mât d'éclairage tombe sur un poste de l'accueil du Hall Vivienne, lorsqu'une bibliothécaire se voit reprocher de renseigner une lectrice à l'entrée de la salle parce que juste à côté… « ça tourne !», etc.

Richelieu en "émoi" les 15 et 16 juin

Mi-juin c'était au tour de Mylène Farmer et ses équipes d'investir le site, notamment la cour Tubeuf où, pour les besoins du film, on a fait pleuvoir dru sur la façade abritant un atelier de restauration… à la grande surprise des personnels présents qui ont dû éponger l'eau infiltrée…

Avec ces opérations de « *valorisation* » (selon la direction) des sites la BnF, l'établissement est à la recherche de financement. Mais augmentation des « *ressources propres* » rime avec désengagement financier de l'État dans une période où les agent·es subissent suppressions de postes, restrictions en tous genres, manque de moyens pour des missions essentielles et nouvelles, et que les conditions de travail se dégradent.

► CANICULE : POUR UN PLAN Á LA HAUTEUR DES ENJEUX

Conséquence du dérèglement climatique, les canicules se multiplient et s'intensifient. Malgré cela, le monde du travail ne s'est toujours pas adapté et ce sont les personnels et leur santé qui en paient le prix.

Un Plan Canicule, gagné à la BnF grâce à l'action de la CGT, prévoit déjà des aménagements (réduction du temps de travail, départ anticipé, adaptations pour les situations particulières), **mais les épisodes de chaleur extrême montrent aussi que ce plan doit être renforcé et adapté à la réalité climatique en abaissant notamment les seuils de pénibilité en terme de température.**

Les interventions de la CGT durant l'été 2026

La CGT BnF est intervenue à plusieurs reprises auprès de la direction pour obtenir des mesures de protection. **Pour certains sites non climatisés**, nous avons obtenu leur fermeture et le placement des personnels en ASA (autorisation d'absence). **Pour les parents confrontés aux fermetures d'écoles ou de structures d'accueil** nous avons réclamé qu'ils puissent bénéficier d'ASA, pour toutes et tous nous avons aussi demandé des **aménagements horaires** sans restriction afin de limiter l'exposition lors des trajets domicile-travail et que **les conditions de travail** des personnels comme des prestataires soient prises en compte face à l'afflux exceptionnel de public recherchant des espaces climatisés.

Un plan canicule à améliorer

Le plan actuel constitue une première avancée, mais il ne répond plus à toutes les situations. La CGT BnF demande sa révision afin d'y intégrer pleinement le risque « fortes chaleurs », de créer des ASA spécifiques aux événements climatiques, d'appliquer des aménagements horaires et de garantir une protection effective pour l'ensemble des personnes et des prestataires, quel que soit le site ou le service.

► QUE PENSENT LES ENCADRANT·ES DE LA BnF ?

Organisée par l'administration en 2025, une enquête IFOP (anonyme) a recueilli les réponses de 134 encadrant·es (93 chef·fes de service, 41 directrices et directeurs de départements et adjoint·es), soit une **participation de 83,7%.**

75% des encadrant·es déclarent avoir déjà été confronté·es à des RPS (risques psychosociaux = souffrance au travail) au sein de leurs équipes, 68% estiment ne pas avoir les ressources nécessaires, aussi bien humaines que financières et matérielles pour mener à bien leurs missions, 57% demandent des recrutements pour alléger la charge de travail des équipes.

➔ **Ces chiffres montrent bien l'ampleur du désastre après 15 ans de suppressions de postes et de budgets insuffisants**.

Ensemble nous sommes plus forts !

Se syndiquer, combien ça coûte ?

La cotisation est fixée à 1% du salaire net. **66% de son montant sont déductibles des impôts** sur le revenu (ou remboursement pour ceux qui ne sont pas imposables). Pour **un salaire de 1800 euros, si la cotisation mensuelle est de 18 euros, elle ne représentera au final que 6,12 euros.**

Se syndiquer sur www.cgt.bnf

► NOEMI : MALAISE, DIFFICULTÉS ET TENSIONS

Depuis le 1er juin, la mise en production de Noemi rencontre et suscite de nombreuses difficultés. **La CGT BnF avait pourtant alerté sur le manque de moyens humains et financiers alloués à ce projet particulièrement ambitieux, ainsi que sur l'insuffisance d'anticipation de ses conséquences pour les conditions de travail.**

Les catalogueuses et les catalogueurs sont en première ligne : on leur a demandé de se former, de s'entraîner, et maintenant de produire, alors même **que l'outil reste instable, souvent dysfonctionnel, peu ergonomique et que les règles du nouveau modèle de catalogage sont encore en cours d'écriture.** Cette situation génère une importante charge mentale, de la fatigue, une forte frustration et des tensions dans les services. Pour certains collègues, y compris parmi les plus chevronnés**, le sentiment de perte en compétence et de perte de sens domine,** cocktail délétère qui a déjà conduit des agents à l'arrêt de travail.

Les personnels chargés d'accompagner ces changements subissent elles et eux aussi une pression importante, tandis que l**es nombreuses interrogations** sur le fonctionnement de Noemi, la conversion retour des données, les délais de catalogage, les stocks ou encore les modalités de suivi de l'activité alimentent les inquiétudes.

À cela s'ajoute une fatigue accrue liée au travail sur écran, avec des signalements de maux de tête, de troubles visuels ou musculo-squelettiques. Symptômes qui pourraient être atténués par la fourniture d'un écran supplémentaire.

Les départs annoncés de plusieurs collègues investi·es dans le projet renforcent les craintes sur la pérennité de son accompagnement, dans un contexte où les postes ne sont pas systématiquement remplacés. **Cet accompagnement est pourtant indispensable lorsque les réponses et les procédures font défaut.** Trop souvent, les difficultés rencontrées sont renvoyées aux individus plutôt qu'aux limites structurelles du projet.

➔ **Le manque d'accompagnement au changement, les incertitudes quant au fonctionnement de l'outil, les inquiétudes liées à la charge de travail supplémentaire alimentent un malaise croissant.**

La CGT BnF demande donc :

- un renforcement des moyens matériels et humains alloués au projet
- la prise en charge des agents en difficulté
- des moyens renforcés pour davantage de tutorat et de soutien aux tuteurs et tutrices
- une révision des objectifs de production
- la fourniture d'équipements ergonomiques (deux écrans indispensables)
- une compensation financière et/ou en jours de congés pour les équipes mobilisées sur le projet

► BnF : DES CHIFFRES QUI NE CESSENT D'INQUIÉTER

➔ TOUJOURS PLUS DE MISSIONS ET PROJETS, ET MOINS D'EMPLOIS

Si la mobilisation des personnels a stoppé les suppressions d'emplois ces dernières années, celles-ci ont repris en 2024. **Entre 2009 et 2019 plus de 300 postes ont disparu et 50 nouvelles suppressions sont en cours alors même que le périmètre de nos missions s'accroit d'année en année :** horaires élargis de Richelieu, nouveaux services aux usager·es, nouveau musée, nouveau centre de conservation, nouveau système de catalogage (NOEMI), nouveau dépôt légal pour le numérique, etc.

➔ CERTAINS CŒURS DE MÉTIER DUREMENT ATTAQUÉS

Depuis 2009 (date du début des suppressions de postes à la BnF), **la politique des directions successives repose sur la réduction du nombre de titulaires assurant des missions fondamentales de la BnF.** Conséquence de cette politique : depuis 2022, faute de personnels de magasinage en nombre suffisant la direction a dû restreindre la communication des documents le matin aux lecteurs et lectrices sur le site François Mitterrand.

Tous types de personnels*	**- 15,5%**
Bibliothécaires	**- 24,5%**
Conservateurs	**- 23,9%**
Techniciens d'Art (relieurs, restaurateurs…)	**- 29,2%**
Magasiniers	**- 29,9%**

**Tous types de personnels entre 2009 et 2025 en ETP*

➔ LES GRANDES TENDANCES DEPUIS 2009 (date du début des suppressions de postes)

La catégorie C (titulaires et contractuel·les) absorbe une part très importante des suppressions d'emplois avec quelques 250 ETPT détruits. Si le nombre de **catégorie A** croît de 2,9%, ce chiffre est à mettre en corrélation avec la multiplication de projets voulus par la direction mais aussi dans certains cas par l'empilement de strates hiérarchiques.

En ETPT (équivalent temps plein travaillé)	**2009**	**2025**	**%**
Catégorie A	846,2	870,8	**+2,9%**
Catégorie B	688,9	614,3	**-10,8%**
Catégorie C	902,1	652,7	**-27,65%**

➔ UNE MODIFICATION DE LA NATURE DES EMPLOIS INQUIÉTANTE

Depuis 2019 et la Loi de transformation de la Fonction publique, la structure d'emplois évolue rapidement. **Le remplacement des titulaires par des contractuel·les dont le statut est moins protecteur s'intensifie.** A l'inverse, la CGT revendique l'augmentation des recrutements par sortie de concours. Rappelons que **la direction n'a demandé que 10 ouvertures de postes aux concours pour la BnF en 2026** alors que les départs en retraite de titulaires représentent de trente à quarante collègues chaque année.

En ETPT (équivalent temps plein travaillé)	**2019**	**2025**	**%**
Titulaires	1455,1	1305,3	**-10,3%**
Contractuels (temps complet + ACTI)	692,5	810,1	**+17%**

➔ TOUJOURS DE NOMBREUSES HEURES ÉCRÉTÉES

Il s'agit d'heures faites au-delà du temps de travail réglementaire et non récupérées par les agent·es. Sans ce travail consenti par les personnels, la BnF ne pourrait pas fonctionner pleinement. Ces heures écrêtées sont la conséquence logique des suppressions de postes et de l'augmentation de la charge de travail. **Elles représentent 69.198 heures, soit le travail de 43 personnes à temps plein pendant un an !**

➔ SANTÉ DÉGRADÉE ET DOUBLEMENT DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

En 2013, date des premières données sur le sujet, les agent·es étaient en moyenne malades 10 jours/an, c'est désormais jusqu'à 13 jours selon les années (en 2013 la retenue sur salaire de 10% n'existait pas). Ces augmentations sont à mettre en corrélation avec la **dégradation des conditions de travail** et le **vieillissement des personnels** (l'âge moyen est désormais de 48,6 ans contre 45,4 en 2013). Dans le même temps les accidents du travail ont doublé en 3 ans à la BnF.